

71% des citoyens favorables à un élargissement

Une majorité au Luxembourg souhaite limiter l'élargissement à certains pays candidats

Le pourcentage des opposants a augmenté

Placés devant le choix de savoir dans quelle mesure l'Union européenne devrait s'élargir, les habitants du Luxembourg ont une opinion décidée et en même temps restrictive: selon 57,2%, l'Union doit se limiter à intégrer uniquement certains des pays candidats, contre 40,4% au niveau communautaire; pour 14,0% seulement, elle devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie, contre 21,0% au niveau communautaire. Globalement¹, le nombre des partisans d'un élargissement, limité ou illimité, s'élève à 71,2%, contre 61,4% au niveau de l'UE (Voir annexe 1).

Par rapport à l'Eurobaromètre précédent (56.3), effectué en janvier/février 2002, les résultats relevés au Luxembourg ont changé: le pourcentage des partisans de l'élargissement à tous les pays européens a baissé de 20,1% à 14,0%. Le pourcentage des personnes s'opposant à un élargissement a augmenté tant au Luxembourg qu'au niveau communautaire, passant de 13,0% (UE: 13,9%) à 17,2% (UE: 20,6%).

Parmi les pays candidats actuels, les taux favorables sont supérieurs aux taux défavorables pour l'adhésion de Malte (59,5%), Chypre (51,9%), la République tchèque (50,3%), la Hongrie (49,6%), la Pologne (48,0%) la Slovaquie (45,7%), l'Estonie (43,6%) et la Lettonie (42,2%). Parmi les pays non-candidats, une majorité se prononce pour une adhésion de la Norvège (81,6%), de la Suisse (81,1%) et de l'Islande (72,9%) (voir annexe 2).

C'est ce qui se dégage du sondage Eurobaromètre 57.1, réalisé par la Commission européenne au printemps. Ce sondage donne un aperçu global de ce pensent les Européens sur l'élargissement, leur état d'information sur l'UE ainsi que leur intérêt général pour les sujets politiques. Le sondage a tenu compte de la situation démographique très particulière du Luxembourg, l'échantillon des personnes interrogées comprenant 72,3% de nationalité luxembourgeoise et 27,7% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial élaboré par la Représentation de la Commission se réfère donc aux habitants du Luxembourg originaires des Etats membres de l'UE, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Est-ce que la réticence trouve son origine seulement dans le manque d'information sur l'élargissement? Un tiers des habitants du Luxembourg se déclarent bien ou très bien informés à propos de l'élargissement, la moyenne européenne se limitant toutefois à 20,5%.

D'autres thèmes en rapport avec l'élargissement ayant été traités dans [l'Eurobaromètre 56.3](#), il est très utile de s'y reporter.

Un processus décisionnel plus difficile

Différentes questions ont été posées sur l'impact potentiel de l'élargissement. Au sein de l'UE et au Luxembourg, la tendance observée est identique, le taux des personnes se disant d'accord avec la proposition étant toutefois pour tous les cas de figure supérieur au Luxembourg à la moyenne UE. Au Luxembourg, 80,1% des sondés (UE: 65,4%) estiment que le processus décisionnel sera plus difficile avec plus d'Etats membres, 77,2% (UE: 62,9%) pensent que l'Union gagnera en importance dans le monde. Pour 77,2% (UE: 61,0%), l'Union s'enrichira sur le plan culturel, pour 67,7% (UE: 55,3%) elle n'échappera pas à une réforme de ses institutions avant l'élargissement, pour 53,8% (UE: 53,3%) le maintien de la paix sera mieux garanti.

Parmi les appréhensions devant l'Europe qui se construit, les citoyens du Luxembourg citent en premier lieu l'augmentation du chômage (70,2%), ensuite les décisions imposées par les grands Etats membres (59,5%) et la perte d'avantages sociaux (52,8%). Toutefois, 51,0% pensent que, après l'élargissement, les décisions de l'UE devraient être prises à la majorité des Etats membres.

Les résidents luxembourgeois sont moins pessimistes sur l'avenir que les citoyens européens: près de 50% des personnes interrogées au Luxembourg sont d'avis que leur situation restera la même au cours des cinq années prochaines, par rapport à 41,0% des sondés européens.

Bonnes connaissances sur l'Europe

La majorité des sondés luxembourgeois estime disposer de bonnes connaissances sur l'UE, avec un taux de réponse favorable supérieur à la moyenne européenne (Luxembourg: 51,4%, UE: 47,2%).

Les trois premières sources d'information sur l'UE que les habitants du Luxembourg utilisent sont la télévision (78,6%), les quotidiens (61,8%) et la radio (54,8%). Cette tendance est similaire à celle constatée au niveau de l'UE, les taux étant toutefois substantiellement moins élevés.

La très grande majorité des personnes interrogées au Luxembourg (81,4%) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE, opinion partagée par seulement 53,3% des citoyens européens.

Plus de deux tiers (69,9%) des personnes interrogées au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, opinion partagée par seulement 51,2% des citoyens au niveau européen. Un quart des sondés européens affirment que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE, contre 17,5% au Luxembourg.

Une image positive de l'Union et des institutions

L'image positive que les habitants du Luxembourg retiennent de l'UE se reflète aussi dans leur jugement sur l'impact que l'intégration exerce sur leur vie personnelle. 38,5% d'entre eux estiment que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, 48,7% pensent que l'UE a entraîné autant d'avantages que de désavantages. Pour l'ensemble de l'UE, ces taux sont moins élevés, avec resp. 28,5% et 42,1%.

Parmi 17 institutions citées, les citoyens du Luxembourg accordent leur confiance en premier lieu à la police (71,3%) et au gouvernement (69,9%). Suivent après, dans l'ordre, la radio (64,8%), le parlement (64,5%), l'armée (64,1%) et l'administration publique (63,8%). Avec 62,3%, l'UE se retrouve en neuvième position. Les grandes entreprises (39,7%), les institutions religieuses (38,6%) et les partis politiques (32,0%) figurent en fin du tableau.

Au niveau de l'Union européenne, l'ordre est interverti. La plus grande confiance est inspirée par l'armée (66,2%) suivie par la police (64,9%), la radio (60,8%) ainsi que les associations bénévoles et caritatives (58,1%). Les sondés européens placent l'UE (45,7%) en huitième position, devant, pour se limiter aux institutions politiques, les parlements nationaux (41,5%) et les gouvernements nationaux (38,6%). La confiance que les citoyens placent dans les partis politiques est très basse, avec 18,2%.

Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE: 96,6% (UE: 89,1%) des sondés connaissent le Parlement européen, 93,9% (UE:

77,5%) la Commission européenne, 89,8% (UE: 67,2%) la Cour de justice, 89,2% (UE: 72,8%) la Banque centrale européenne et 83,4% (UE: 62,9%) le Conseil de ministres.

La conséquence logique qui se dégage des réponses précédentes est que les habitants du Luxembourg accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. La Cour de justice (70,9%, UE: 48,8%) se trouve en tête, devant le Parlement européen (69,3%, UE: 54,1%), la Banque centrale européenne (66,8%, UE: 46,5%), la Commission européenne (65,5%, UE: 47,4%) et le Conseil de ministres (59,0%, UE: 40,5%).

Au niveau européen, la dernière place revient, avec 24,6%, à la Convention sur l'avenir de l'UE; même si au Luxembourg elle se retrouve en queue du peloton, elle rassemble néanmoins 43,0% des réponses favorables.

Des sentiments positifs forts

Quels sentiments l'UE inspire-t-elle aux citoyens? Une constatation s'impose: en général, les sentiments positifs prévalent vis-à-vis des sentiments négatifs. Par ailleurs, au Luxembourg, les sentiments positifs sont plus forts que dans l'ensemble de l'UE, les sentiments négatifs sont aussi moins prononcés.

Parmi les sondés luxembourgeois, 60,6% trouvent que l'UE donne un sentiment d'espoir, avis partagé par seulement 47,2% des Européens. 41,8% des résidents luxembourgeois ressentent un sentiment de confiance (29,3% au niveau européen). La méfiance est ressentie par 16,0% des Européens (9,8% des réponses au Luxembourg). Un sentiment de rejet s'installe chez 4,6% des sondés européens par rapport à 1,9% des résidents luxembourgeois qui indiquent ce sentiment.

D'abord titulaire de sa propre nationalité, ensuite Européen

En règle générale, la majorité des personnes interrogées se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen, les taux respectifs atteignant 47,9% dans l'UE et 42,7% au Luxembourg.

Au niveau de l'UE, le sentiment national est plus fort: le taux des personnes se voyant seulement titulaire de leur propre nationalité (38,4%) est nettement supérieur à celui enregistré au Luxembourg (26,2%).

Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 12,9% des habitants du Luxembourg et pour 7,2% des Européens.

Si 4,1% des citoyens européens se voient seulement Européens, ce taux atteint toutefois 14,1% au Luxembourg.

Plus de trois quarts des résidents du Luxembourg (78,3%) sont fiers d'être Européens, avis partagé par 'seulement' 61,9% des citoyens européens. Pas fiers se disent 26,6% des citoyens européens et 16,2% des sondés au Luxembourg.

L'enseignement, la santé et la sécurité sociale doivent rester de la compétence nationale

Au Luxembourg et au niveau européen, l'enseignement, de la santé et sécurité sociale et des règles de base en matière de médias sont considérés par les sondés pour être du domaine de compétence exclusive du gouvernement national.

L'euro fait désormais partie de la vie quotidienne au Luxembourg, puisque 89,4% des habitants se sentent à l'aise, voire très à l'aise en utilisant la nouvelle monnaie unique, la moyenne européenne étant seulement de 63,0%.

En faveur de l'élection directe du président de la Commission

Trois options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement, élection par le Parlement européen ou élection directe par les citoyens. L'élection directe (41,8%) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg, avec une nette avance par

rapport à l'élection par le Parlement européen (30,1%). Au niveau de l'UE, la réponse est plus nuancée, 34,1% se prononçant en faveur de l'élection directe et 31,5% en faveur de l'élection par le Parlement européen. La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 17,7% des sondés au Luxembourg et 14,0% des citoyens de l'UE.

Le droit de veto constitue toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 67,5% considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux, contre seulement 50% des sondés européens. Au niveau de l'UE, près de 25% se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE, ce taux se réduisant à 16,6% au Luxembourg.

Contre un impôt versé directement à l'UE

Actuellement, chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. A la question s'ils préfèrent verser cette contribution directement à l'UE, tant au niveau de l'UE qu'au Luxembourg, une majorité des sondés se prononce contre un tel versement, les taux s'élevant à resp. 50,8% et 53,0%. Au niveau européen, 21,2% des sondés sont favorables à un tel impôt, par rapport à 27,3% au Luxembourg. Les taux de réponses 'Ne sait pas' sont très élevés et atteignent près de 28% au niveau européen et plus de 19% au Luxembourg.

Pour le rapport complet Eurobaromètre: http://europa.eu.int/comm/index_fr.htm

1. Grèce (81%), Danemark (78%), Luxembourg, Pays-Bas et Italie (71%), Finlande (70%), Espagne (68%), Suède (67%), Irlande (66%), Autriche (65%), UE15 et Allemagne (61%), Belgique (58%), Portugal (55%) Royaume-Uni (51%) et France (50%).

Pour plus d'informations

Fons Theis – 4301- 32925

E-Mail alphonse.theis@cec.eu.int

Ernst Moutschen – 4301 – 32574

E-Mail: ernst.moutschen@cec.eu.int

ANNEXE 1

	L'UE devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie	L'UE devrait s'élargir seulement à certains des pays qui souhaitent en faire partie	L'UE ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire	Aucune de celle-ci (spontané)	Ne sait pas
Belgique	18	40	27	4	11
Danemark	18	60	16	1	5
Allemagne	14	47	24	4	11
Grèce	28	53	7	2	10
Espagne	34	34	7	3	22
France	12	38	33	7	10
Irlande	29	37	10	2	23
Italie	29	42	13	5	12
Luxembourg	14	57	17	6	6
Pays-Bas	17	55	18	3	8
Autriche	18	47	23	4	8
Portugal	29	26	12	2	31
Finlande	22	48	20	2	8
Suède	31	36	33	0	0
Royaume-Uni	21	30	23	6	21
UE15	21	40	21	4	14

ANNEXE 2

Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union européenne ? (réponses en % pour les sondés luxembourgeois)

Pays candidat	En faveur	Défavorable	Ne sait pas
République tchèque	50,3%	35,4%	14,3%
Slovaquie	45,7%	39,5%	14,8%
Pologne	48,0%	39,2%	7,8%
Hongrie	49,6%	36,0%	14,4%
Roumanie	36,3%	49,1%	14,5%
Slovénie	40,1%	45,2%	14,8%
Estonie	43,6%	39,9%	16,5%
Lettonie	42,2%	41,3%	16,5%
Lituanie	41,6%	41,7%	16,7%
Bulgarie	35,4%	49,2%	15,4%
Chypre	51,9%	35,5%	12,6%
Malte	59,5%	28,8%	11,7%
Turquie	26,9%	59,2%	14,0%

Et pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'UE ? (réponses en % pour les sondés luxembourgeois)

Pays	En faveur	Défavorable	Ne sait pas
Suisse	81,1%	12,3%	6,6%
Norvège	81,6%	11,0%	7,4%
Bosnie-Herzégovine	27,1%	60,2%	12,7%
Croatie	28,7%	58,5%	12,8%
Anc. Rép. Youg. Macédoine	27,3%	59,2%	13,5%
Yougoslavie	26,8%	59,6%	13,7%
Islande	72,9%	17,8%	9,3%
Albanie	26,8%	59,3%	13,9%